

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**Arrêté du 30 Chaâbane 1421 correspondant au 26 novembre 2000 modifiant l'arrêté du 13 Safar 1419 correspondant au 8 juin 1998 fixant la composition et le fonctionnement du comité technique d'homologation des variétés.**

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 93-284 du 9 Joumada Ethania 1414 correspondant au 23 novembre 1993 fixant la réglementation relative aux semences et aux plants ;

Vu l'arrêté du 13 Safar 1419 correspondant au 8 juin 1998 fixant la composition et le fonctionnement du comité technique d'homologation des variétés ;

#### Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 13 Safar 1419 correspondant au 8 juin 1998, susvisé.

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 13 Safar 1419 correspondant au 8 juin 1998, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

"Art. 2. — Le comité technique d'homologation des variétés est composé des membres suivants :

— le directeur de la protection des végétaux et des contrôles techniques, président ;

— le directeur de la régulation et du développement des productions agricoles ;

— le directeur général du centre national du contrôle et de la certification des semences et plants ;

— un représentant de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— un représentant de l'Institut national d'agronomie ;

— un représentant de la chambre nationale de l'agriculture ;

— un représentant de l'institut technique concerné par les groupes d'espèces inscrits à l'ordre du jour ;

— un représentant des conseils nationaux interprofessionnels concernés par les groupes de culture inscrits à l'ordre du jour.

Le comité technique peut faire appel à toute personne jugée compétente pour les questions à débattre".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Chaâbane 1421 correspondant au 26 novembre 2000.

Saïd BARKAT.